



Louis Renault sous l'occupation nazie **NE LAISSONS PERSONNE RÉÉCRIRE L'HISTOIRE**

ÉDITO

En **1935**, Louis Renault sert la main d'Adolphe Hitler au salon de l'automobile de Berlin. En **1941**, les usines Renault tournent à plein régime pour satisfaire les commandes des nazis. En **1944**, sur décision du Conseil National de la Résistance, Louis Renault est emprisonné pour collaboration avec l'ennemi et ses usines sont nationalisées pour participer à l'effort de reconstruction du pays.

Depuis, à plusieurs reprises, sa famille ou encore quelques historiens ou politiciens révisionnistes, ont tenté de réhabiliter un patron d'industrie que les faits démontrent comme **un patron de combat vis-à-vis des libertés, de la dignité de ses salariés qui n'avaient à l'époque que le droit de travailler et de se taire ou de se faire licencier**. La quasi-totalité des productions servait les commandes nazies pour écraser et tenter de liquider des peuples et des ethnies.

Depuis les années 1990, à plusieurs reprises une tentative de réhabilitation du patronat dans son ensemble a été menée, certains parlant «d'accommodement à une situation non désirée», oubliant les formidables profits et avantages que de nombreux patrons ont retiré de cette sombre période pour la France.

Déjà en 1994, la Direction de Renault tenta de réintroduire le portrait de Louis Renault dans la salle du Conseil d'Administration. Il fallut toute la vigilance et la pugnacité de syndicalistes et démocrates pour que la tentative échoue.

Aujourd'hui encore, le site internet «Louis Renault» tente de réécrire l'histoire et met en cause le travail des historiens et de ceux qui ne veulent pas que le passé s'efface ou soit réécrit.

Comment d'ailleurs, ne pas faire le parallèle entre la volonté de réhabilitation de Louis Renault et les prétentions du MEDEF et des gouvernements à leur service, **d'en finir avec l'héritage social de l'après guerre au nom de la dictature internationale des marchés financiers**.

Alors que s'éteignent tous les jours des générations qui ont vécu la seconde guerre mondiale, leurs témoignages, leurs récits ne peuvent être jetés par dessus bord par un courant qui voudrait renvoyer dos à dos les victimes et les bourreaux. **Ceux qui souhaitent gommer de la mémoire collective de tels agissements en seront pour leur frais**.

Ce journal a pour ambition de rappeler à ceux qui ne l'ont pas vécu, ce que furent les années d'occupation pour Renault, les conséquences pour nos collègues pour beaucoup aujourd'hui disparus.

Ambition aussi de rappeler qu'il existe des similitudes dans les choix politiques des gouvernements européens aujourd'hui, qui méritent d'être dénoncés et combattus au risque de revivre une période dont la France se serait bien passée.

Enfin ambition de rassembler le plus largement possible toutes celles et tous ceux qui désirent s'opposer à cette tentative de réhabilitation en signant la pétition.

Fabien Gache,
délégué syndical central CGT Renault

Ceux qui avaient choisi « plutôt Hitler que le front populaire » auront toujours des comptes à rendre et une dette vis-à-vis de la France.

Dans la période actuelle, chargée d'incertitudes et d'inquiétudes, la décision, en juillet 2010, de faire retirer du centre de mémoire d'Oradour-sur-Glane une photo montrant Louis Renault au côté d'Adolphe Hitler et d'Herman Goering n'est pas une simple coïncidence, ni une velléité du moment de la part de la cour de justice de Limoges.

C'est le résultat d'un procès mené par les petits enfants de Louis Renault qui se poursuit aujourd'hui à Paris avec comme ambition d'obtenir réparation sur une prétendue erreur de l'histoire, mais surtout faire réhabiliter leur grand père et obtenir dédommagement de l'Etat sur une prétendue spoliation de celui-ci au moment de la libération du pays.



Ci-dessus, Louis Renault au salon automobile de Berlin, le 17 février 1939 avec Adolphe Hitler.

Qui était Louis Renault ?

A la tête des usines fabriquant voitures, camions, trains, machines-outils, machines agricoles, Louis Renault visait à remettre en cause sans ménagement les acquis du Front Populaire, comme la plupart des patrons de l'époque. C'était l'industriel type du moment, qui comme les banquiers et une bonne partie des entrepreneurs se déclarait favorable à une politique d'apaisement et d'ouverture vis à vis de l'Allemagne nazie, important débiteur et gros client.

Sa théorie pour sortir de la crise consistait à écraser les salariés, remettre en cause tous les acquis sociaux (notamment en finir avec la semaine des deux dimanche !) et faire taire la contestation. C'est un véritable mouchardage, fichage politique et syndical qui se mettent en mouvement à l'intérieur de Renault. Renseignement et dénonciation à la police, participation à l'arrestation de centaines de syndicalistes, d'hommes et de femmes refusant la collaboration avec les nazis et les méthodes de Louis Renault.

Surnommé le «saigneur de Billancourt», il participa dans les années 30 aux financements des partis d'extrême droite.

L'opportunité de l'occupation allemande lui permet de faire tourner ses usines à plein régime, par une collaboration très active avec le régime de Vichy de Pétain et les nazis.

En 1944, il négociera avec l'occupant Allemand la construction d'usines souterraines pour échapper aux bombardements de l'Etat Major des alliés, qui considérait, à juste titre, Renault comme une cible ennemie.

Ses usines détruites par les frappes aériennes seront reconstruites avec les fonds publics gracieusement mis à sa disposition par la France du Maréchal Pétain.

A la sortie de la guerre le Conseil National de la Résistance, comme l'immense majorité du personnel Renault, considéra qu'il était indispensable de nationaliser l'entreprise pour la mettre à disposition du redressement du pays après un acte de trahison qui n'appelait aucune contestation.

Louis Renault fut emprisonné et décéda quelques semaines plus tard sans avoir eu le temps de répondre de ses crimes.

Quand les héritiers de Louis Renault tentent d'effacer la collaboration...

Les héritiers et quelques penseurs voulant réécrire l'histoire tentent d'accréditer l'idée que Louis Renault aurait payé pour les autres. Si en effet de nombreux collaborateurs sont passés au travers des mailles du filet, il n'en reste pas moins que Louis Renault a été condamné par la plus haute instance du pays, le Conseil National de la Résistance. Celui-ci représentait toutes les composantes de la résistance de l'époque qui succédait au gouvernement de collaboration et de trahison nationale du Maréchal Pétain.

Comment ne pas s'indigner et réagir à toutes ces tentatives qui visent à remettre en cause des acquis du Conseil National de la Résistance (remise en cause de la sécurité sociale, de l'éducation, de la retraite par répartition, de la liberté de la presse) comme l'a si clairement exprimé Denis Kessler ancien numéro deux du patronat Français.

... la CGT veille à faire partager l'histoire

Déjà en 1995, à l'initiative de la Fédération de la Métallurgie, de la coordination des syndicats CGT Renault et l'aide de salariés Renault actifs, retraités, employés du Comité d'entreprise, une brochure avait été publiée pour dénoncer une nouvelle tentative de réhabilitation de Louis Renault à l'occasion de l'ouverture du capital, première étape de la privatisation du groupe Renault.



Cette brochure se compose de trois parties et s'adressait à tout le personnel de l'entreprise. La première partie revenait sur le parcours de «Louis Renault résistant ou collabo». Ensuite, la brochure développait *la trahison de la bourgeoisie et le programme du Conseil de la Résistance*. Enfin, une dernière partie présentait *l'ordonnance du 16 janvier 1945 et l'exposé des motifs, portant sur la nationalisation des usines Renault*.

La justification de ces travaux et l'adresse au personnel se présentaient ainsi :

«Le personnel, aujourd'hui en activité n'a pas évidemment connu cette période 1940-1945.

Ce document, élaboré par les militants actifs et retraités CGT de Renault, vise à donner quelques repères.

S'il suscite questions, interrogations et désirs de mieux connaître toute cette période, tant mieux !

L'histoire ne se répète pas, sa connaissance éclaire souvent le présent, aide à le comprendre, à agir.

Tordre le cou aux révisionnistes, ardents défenseurs des "collabos", c'est aussi ne jamais oublier les millions de morts victimes du nazisme.»

Aujourd'hui, en 2011, ce document est plus que jamais d'actualité pour le présent et l'avenir. Vous le trouverez sur le site internet de la Fédération CGT de la Métallurgie http://www.ftm.cgt.fr/administration/documents/louis_renault_faits_et_verite.pdf



Appel du Comité National contre la réhabilitation de Louis Renault

Une tentative de réhabilitation de Louis Renault est organisée par certains de ses descendants et reprise par une chaîne publique de télévision et un magazine de presse écrite qui refusent tout droit de réponse.

Des pratiques de ce type, de plus en plus fréquentes de **réécriture de l'histoire en souillant la mémoire des militants ouvriers pendant la Résistance**, et après, tout au long **des luttes du mouvement social sont indignes et inacceptables**. Elles participent à la volonté de certains de mettre à mal le socle social français.

La Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT et son Institut d'Histoire Sociale interpellés par ces opérations, ont décidé de **faire appel à des personnalités d'horizons divers, de fonctions diverses, représentatives du peuple et du mouvement ouvrier, pour constituer un Comité National contre cette opération emblématique de réhabilitation de Louis Renault**.

Personne, ni aucune institution ne peut contester, de bonne foi, la trahison de Louis Renault envers la France et le « monde libre » pour avoir délibérément et sans contrainte que ce soit, mis au service de l'occupant nazi l'ensemble de ses usines et la totalité de son personnel malgré les nombreuses réticences et résistances.

Déjà en 1994, pour justifier la privatisation de la Régie Nationale, la même opération visait à nier l'accablante collaboration d'un patron inhumain en voulant effacer des mémoires le fondement de la nationalisation, le rôle antinational du patronat en général et Louis Renault en particulier.

Roger LINET, ancien de la CGT Renault, Officier de la Légion d'Honneur et de l'Ordre National du Mérite, Président de l'Association Natzweiler-Struthof, avait exigé que soit respectée la mémoire de toutes les victimes de la barbarie nazie et que Renault ne soit pas réhabilité.

L'opération des révisionnistes avait échoué face à la vague de protestation et l'émotion ressentie par le personnel des usines, les associations de la Résistance Nationale.

Aujourd'hui, le « Comité National » reprend le flambeau. Il appelle à le rejoindre en signant la pétition qui sera remise aux autorités nationales.

Parmis les premiers signataires

AUBRAC Raymond, Commissaire honoraire de la République - BUFFET Marie-Georges, Députée communiste - CANDELIER Jean-Jacques, Député du Nord - CLING Maurice, Ancien déporté à Auschwitz - COURBAN Alexandre, Historien - EMORINE Jean-Claude, Maire-adjoint honoraire de Champigny Sur Marne, membre du Bureau du Comité Parisien de Libération - ENDEWELT Robert, Ancien résistant - FOURNIER Jean-Louis, ancien secrétaire général CGT Renault Billancourt et ancien secrétaire général de la FTM-CGT - GACHE Fabien, délégué syndical central CGT Renault - GAUTIER Michèle, membre du Bureau des Familles de Fusillés et Massacrés de la Résistance Française, fille d'Henri Gautier - GERIN André, Député, Groupe Communiste à l'Assemblée Nationale - LAROSIERE Jean-François, Historien - LUC Hélène, Sénatrice honoraire - NILES Odette, Chevalier de la Légion d'Honneur, ancienne internée du camp de Choiseul à Châteaubriant, Présidente de l'Amicale Châteaubriant Voves-Rouillé-Aincourt - ROL TANGUY Cécile, Résistante, Commandeur de la Légion d'Honneur - TEALDI Jean-François, Secrétaire Général SNJ CGT France Télévisions - THIBAUT Bernard, Secrétaire Général de la Confédération Générale du Travail - VIEU-CHARIER Catherine, Adjointe à la Mairie de Paris, chargée de la Mémoire et du Monde Combattant - VIRE Emmanuel, Secrétaire Général du Syndicat National des Journalistes CGT - WEINSTEIN Max, ancien Résistant UJJ de Lyon, Vice-Président de MRJ-MOI...

Pour se joindre à l'appel :

Nom	Prénom	Qualité	Signature